

« Grand blabla »

Des paroles, des paroles... tout ce baratin pour dire que la route est tracée et qu'il n'est pas question d'en changer.

Diminuer la part de l'impôt direct et redistributif, ce qui renforce la part de l'impôt injuste, en est l'exemple le plus parlant.

Créer une nouvelle injustice, en créant un effet de seuil à 2 000 € de pension, pour accorder l'indexation volée sur l'inflation n'est pas acceptable.

Maintenir un leurre de départ possible en retraite à 62 ans en persistant dans une réforme qui obligera à travailler plus longtemps est un mensonge.

Enfin, faire des promesses sur le maintien des services publics essentiels (écoles, hôpitaux) ne garantit rien si les concentrations continuent (fermetures de classes, de services).

Comme prévu, l'ISF, le RIC, le vote blanc sont passés à la trappe.

Nos concitoyens, percutés par les difficultés sociales, financières, administratives, environnementales ne se laissent pas bercer par ce discours.

Face à des promesses de réaménagement de façade, seule une lutte pied à pied associant toutes les franges de la société qui souffre permettra de stopper et d'inverser cette marche forcée vers la start-up nation.

Xavier LEMARCIS, Le Havre.

En grève et dans la rue le jeudi 9 mai !

Rouen : 10h30, cours Clémenceau

Le Havre : AG à 9h00 à Franklin, suivie d'une manifestation à 10h30

Evreux : 14h, Bel Ebat

Dieppe : 10h30, mairie

POUR NOUS
CONTACTER

LE HAVRE

veronique.ponvert@orange.fr

stephanie_moi1980@yahoo.fr

ROUEN

pierre.berche@univ-rouen.fr

PONT-AUDEMER

pascal.adams@wanadoo.fr

LOUVIERS

alexis-rousselin@orange.fr

Ils veulent dynamiter la Fonction publique : en grève le 9 mai pour les en empêcher !

Après un 1er mai marqué par une forte mobilisation partout dans le pays, qui aura vu salariés du public et du privé, gilets jaunes, retraités et jeunes manifester pour l'urgence sociale et l'urgence climatique, le prochain rendez-vous est donné le 9 mai prochain.

Pas question de baisser les bras ou se laisser intimider face à un pouvoir qui se moque tout autant du sort des classes populaires que de celui de la planète et qui, n'arrivant pas à reprendre l'initiative, multiplie les mensonges, les provocations et violences à l'égard des manifestants, comme on l'a vu à Paris mercredi dernier, avec les charges policières, y compris, contre les cortèges des syndicats.

Le projet de loi de « transformation de la fonction publique » que le gouvernement compte faire adopter d'ici l'été est un condensé de dispositifs qui visent tous à affaiblir le statut et les droits des agents tout en renforçant l'arbitraire et les prérogatives de la hiérarchie, devenue selon le texte, des « managers » et « chefs d'équipe » qu'il s'agirait de libérer de leurs contraintes, c'est-à-dire, du respect de nos droits...

Il y a en premier lieu le recours accru au recrutement de contractuel-le-s, à tous les niveaux, soumis-es à un « contrat de projet », contrat non transformable en CDI, qui n'offre aucune garantie et peut être rompu à tout moment au bon vouloir de l'employeur ; un contrat qui instaure de fait la précarité à vie.

Le projet de loi prévoit également la modification des compétences des commissions administratives paritaires (CAP). Les mutations et promotions ne seront plus de leur ressort et les élus des personnels ne seront plus en mesure de vérifier les barèmes et faire corriger les erreurs. Nos carrières deviendraient donc soumises à l'individualisation et à l'arbitraire, sans que la hiérarchie n'ait à se justifier. Il reviendra à chaque agent de se défendre, seul, et de saisir individuellement le Tribunal administratif en cas de contestation.

Le texte entérine également les CHSCT, enlevant là-aussi une épine du pied de la hiérarchie, qui aura les mains libres sur les questions de sécurité et de conditions de travail.

L'adoption de ce texte affaiblirait grandement la capacité des agents de la Fonction publique à résister collectivement aux mauvais coups. En cela, on y retrouve des échos évidents avec la loi Blanquer, en particulier son article 1 qui vise à étouffer toute critique, toute contestation.

L'ensemble des organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA) appelle à la grève le jeudi 9 mai. L'occasion de montrer notre force collective, de marquer notre refus de cette loi, de poursuivre la mobilisation contre la loi Blanquer et sa réforme du lycée et de discuter de la poursuite de la mobilisation !

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.

Contre la loi Blanquer, les enseignant-es havrais-es mobilisé-es !

Depuis les vacances de février, les enseignant-es havrais-es, particulièrement dans le premier degré, construisent la mobilisation contre la loi Blanquer.

Une première assemblée générale, à l'appel du SNUipp-FSU et de la CGT a réuni une cinquantaine de collègues le 28 février, ce qui a permis d'informer et de commencer à construire la grève du 19 mars, par des échanges d'infos entre les collègues, mais aussi par un premier rassemblement avec les parents-d'élèves le samedi 15 mars, qui s'est transformé en manif conjointe avec les gilets jaunes !

Le 19 mars, les taux de grévistes dans les écoles havraises ont été historiques : 80 % de grévistes sur la ville, une AG qui a réuni 200 collègues et décidé de reconduire la grève pour le jeudi 28 avril.

La participation aux journées de grèves suivantes (28 mars, 4 avril) a été également importante. La manifestation du samedi 30 mars a été une vraie réussite, à la plage et sous le soleil ...

Distributions de tracts pendant les vacances, rassemblements le samedi, réunions avec les parents d'élèves... les enseignant-es ont multiplié les actions pour rendre visible notre refus de la loi Blanquer.

Les parents d'élèves ont rejoint les manifestations, mais ont également organisé des journées « écoles mortes », montrant qu'ils partagent avec les enseignant-es la volonté de défendre l'école publique !

La tenue des assemblées générales a permis aux collègues, au delà des militant-es syndicaux, de s'approprier la mobilisation et d'organiser des actions, au-delà des dates nationales qui permettent de rythmer cette mobilisation.

La grève du 9 mai doit être la plus massive possible et être une étape dans la construction du mouvement contre la loi Blanquer, mais aussi contre la loi Dussopt, qui vise tout simplement à la destruction de la fonction publique.

Stéphanie RIO, École maternelle Mont Lecomte, Le Havre.

Après le limogeage du recteur, obtenir un coup d'arrêt sur les fusions !

Début avril, le recteur des académies de Caen et Rouen a été limogé, faisant les frais de son incapacité à gérer sans remous la fusion des deux académies normandes après que le ministre Blanquer avait annoncé la fin du processus de fusion des académies dans les autres régions.

En effet, les personnels craignent que le regroupement des services au sein de la nouvelle région leur impose de changer brutalement soit de lieu de travail, soit de métier.

La nouvelle rectrice conserve officiellement la même feuille de route (la fusion des académies) mais en se donnant plus de temps pour y parvenir afin de lever les menaces qui pèsent sur l'organisation des examens en fin d'année scolaire.

Ce que le gouvernement ne semble pas vouloir comprendre, c'est qu'il ne s'agit pas d'une question de méthode, mais d'une question de fond : les fusions des académies, comme celle prévue également des ESPE de Caen et de Rouen ou des universités de Caen, Rouen et Le Havre ne répondent qu'à une logique libérale et bureaucratique. Il s'agit tout simplement de « rationaliser » les moyens, c'est-à-dire de supprimer des services, des postes, des formations dans une région déjà largement en retard en terme d'éducation par rapport à la moyenne nationale.

La longue mobilisation des gilets jaunes, les revendications de la FSU comme des autres syndicats depuis des années expriment exactement le contraire : c'est de services publics efficaces et de proximité dont la population a besoin, pour rompre avec les logiques de relégation.

Pierre-Emmanuel BERCHE, Université de Rouen.

www.ecoleemancipee.org